

Les villages mizrahi détruits par l'establishment israélien

Depuis sa création, Israël a systématiquement effacé de la carte des centaines de villages palestiniens. Mais les Palestiniens n'ont jamais été les seules victimes de l'expansion israélienne. Voici l'histoire des communautés mizrahi effacées avant et après la création de l'État d'Israël

Eitan Bronstein Aparicio – +972 – 28 décembre 2017



Une femme se confronte à un policier lors de l'éviction d'une famille dans le quartier de Givat Amal, à Tel Aviv, le 29 décembre 2014. La famille Cozihanoff a évincé huit familles de Givat Amal, au nord de Tel Aviv, avec l'aide de la police israélienne, sans que les familles ne reçoivent

une compensation adéquate, après une longue bataille judiciaire.

Il est bien connu que depuis les premiers temps de l'immigration sioniste en Palestine, la bourgeoisie israélienne et ses diverses branches ont détruit des centaines de villages et de villes palestiniens et syriens, qualifiés d'ennemis de l'État.

Sur la nouvelle carte de la « destruction coloniale » publiée par De-Colonizer, un centre de recherche alternatif sur la Palestine/Israël, figurent les villages mizrahi – dont la moitié environ étaient yéménites – détruits par les autorités sionistes avant la fondation d'Israël et par l'État d'Israël après 1948.

Le terme « destru(A)ction » renvoie à des communautés chassées contre leur volonté – souvent par la violence physique, et toujours avec l'aide de la violence légale et économique. D'autres villes et quartiers, tels les quartiers Mahlul et Nordia de Tel Aviv ou la cité de transit Neve Amal d'Herzliya ont aussi été détruits, malgré le fait que leurs habitants aient finalement reçu des indemnités.

D'un autre côté, il y a eu des villages israéliens démolis contre la volonté des habitants – dans la péninsule du Sinaï par exemple – même si ces démolitions allaient à l'encontre de l'expansion coloniale d'Israël, puisqu'elles se produisaient dans le contexte d'un traité de paix avec l'Égypte et, de ce fait ne figurent pas sur la carte. La destruction de ces villages peut être considérée comme une forme de décolonisation.

La destruction de ces villages juifs ne devrait pas nous étonner, en particulier si l'on considère la façon dont la bourgeoisie sioniste a toujours considéré et traité ceux de

l'Est, qu'ils fussent juifs, musulmans ou chrétiens – tous Arabes.

Rappel des noms

Depuis la création d'Israël, une hiérarchie de l'oppression s'est produite. Les Palestiniens endurent la plus forte discrimination, mais les Juifs mizrahim, qui jouissent du privilège d'être juifs, sont discriminés par les Ashkénazes. Dans les premiers temps de l'immigration sioniste en Palestine, l'attitude discriminatoire de l'élite ashkénaze à l'égard des Mizrahim était ouvertement raciste – l'establishment sioniste était ashkénaze-européen et oeuvrait à protéger les intérêts des pères fondateurs de l'État. Ils travaillaient avec diligence, dans le même temps, après la création de l'État et ont ancré ces mêmes mécanismes pour assurer leur suprématie.

Voici les noms des 12 villages et quartiers juifs mizrahi détruits par l'establishment sioniste de l'État ou d'avant sa création : la colonie yéménite de Ben Shemen, le village yéménite de la mer de Galilée, Tohelet, le camp de Kfar Saba, Yamin Moshé, Mamila, Manshiyye, Summayl, Kfar Shalem, Givat Amal, le quartier de Ha'argazim, Emek Ha'teimanim à Ein Kerem. Deux d'entre eux furent démolis avant la création de l'État, tandis que les dix autres furent détruits après 1948. D'autres sont toujours sous la menace d'une démolition. La plupart de ces villages ont été établis à l'emplacement de villages palestiniens dépeuplés durant la guerre de 1948.



Des Mizrahim marchent dans le quartier de Mamila à Jérusalem ouest en 1957. Mamila, comme d'innombrables autres quartiers et villages fut vidé de ses habitants palestiniens pendant la guerre de 1948. (GPO)

La différence entre le traitement des Juifs ashkénazes et celui des Mizrahim qui se sont établis dans des maisons palestiniennes récemment vidées de leurs habitants, est claire. Tandis que le statut de propriété des maisons volées était garanti aux Ashkénazes à Jérusalem Ouest et aux kibboutzim, le même privilège fut refusé aux Mizrahim.

On peut trouver un exemple clair de la politique discriminatoire de l'État dans l'histoire de Tohelet. Des Juifs yéménites qui s'étaient installés dans les maisons du village palestinien d'al-Safiriyya ont été déplacés de force, alors que des membres de Chabad, qui avaient un fort soutien politique, ont pu rester et s'étendre au détriment de Tohelet.

Givat Amal est un autre exemple. Menashe Kalif – déplacé de force de sa maison en 2015 pour que celle-ci soit détruite,

a décrit comment l'État a demandé à ses parents de se saisir des maisons des Arabes d'Al-Jammasin al-Gharbi, de manière à les empêcher d'y revenir. La terre fut achetée par des magnats qui essaient maintenant d'évincer les habitants mizrahi sans les indemniser correctement.



Les familles Kadoori, Hamias et Ashram assises ensemble pour un dîner improvisé près de leurs maisons démolies dans le quartier de Givat Amal, Tel Aviv, Israël, 19 septembre 2014. (Shiraz Grinbaum/Activestills.org)

Après des années du régime de droite du Likoud, nous ne pouvons plus dire que le Mapaï – le parti historique de la discrimination contre les non-Ashkénazes – est le seul à avoir perpétué le racisme anti-mizrahi. Le régime israélien, y compris l'establishment pré-étatique, a créé les conditions socio-économiques conduisant finalement à la destruction de quartiers comme Givat Amal et Kfar Shalem. La condescendance à l'égard de Mizrahim privés de leurs droits est devenue un dogme juridique et économique essentiel de l'État d'Israël, quel que soit le parti politique au pouvoir.

Entre réfugiés et nouveaux immigrants

L'infrastructure des villages palestiniens dans lesquels des Mizrahim se sont installés a été négligée. Cela pour forcer les Mizrahim à accepter d'évacuer les villages, afin que de nouveaux quartiers puissent être construits et fournir des profits considérables à l'État ainsi qu'aux magnats de l'immobilier. D'un coup, les habitants qui avaient été amenés pour vivre dans des maisons palestiniennes furent considérés comme des envahisseurs source de nuisance. Le racisme inhérent à ce processus ne fut jamais affiché ouvertement, étant donné qu'il se produit dans les années conduisant à la création d'Israël – mais l'identité ethnique de ses victimes est claire : ce sont tous des Mizrahim.



Ouvriers juifs démolissant des maisons à Jaffa après la bataille de 1948 vidant la ville de presque tous ses habitants palestiniens, 6 octobre 1949. (Fritz Cohen/GPO)

Un exemple de premier plan de ce racisme est visible dans le blog de nouvelles *Carmel* des années 1960, qui décrit les

tentatives de la municipalité de Tel Aviv pour déloger les habitants de Manshiyye, le quartier de Jaffa le plus au nord, dont les habitants palestiniens ont été chassés en 1948. Ce qui suit est une transcription d'un des blogs, issu du film d'Anat Even "Yizkor L'Manshiyye"^[1]:

Voici Manshiyye à Tel Aviv. Plus de 3000 familles ont été évincées de la zone afin de permettre des changements. Bien que certains habitants soient encore là, la construction a déjà commencé. Depuis des années, ces maisons sont devenues des amas de ruines... pourtant des gens y vivent toujours. Il est vrai que certains immigrants à Manshiyye refusent de partir, manière pour eux de faire pression... c'est le visage de Manshiyye, dont un petit nombre d'habitants et leurs enfants refusent de reconnaître le fait que, selon le plan officiel, cet endroit a été effacé et n'existe plus. Manshiyye est un foyer d'agitation, de sentiments de discrimination, et de panthérisme^[2].

Le traitement des Mizrahim est très différent de celui des Palestiniens qui vivaient dans ces mêmes maisons. Les Palestiniens déracinés ne peuvent pas demander de réparations. La loi sur la propriété des absents, ainsi qu'un ensemble de lois votées dans les premières années de l'existence de l'État, ont transformé les Palestiniens en une classe manquant de toute protection sous le nouveau régime. Les Juifs qui ont été déplacés de Lifta – un village palestinien proche de Jérusalem dont les habitants ont été évacués en 1948 – ont bénéficié d'indemnités de la part de l'État. Parallèlement, les réfugiés palestiniens du village, dont certains vivent à Jérusalem, sont face à un mur d'exclusion lorsqu'il est question de leurs droits de propriété.

Dans un article publié par Roni Harel en 2014 dans le journal économique *Calalist*, Osi Tajer, un des Juifs évincés de Summayl au centre de Tel Aviv, apporte une

réponse surprenante quand on lui demande s'il accepterait, en compensation, un appartement dans le nouveau bâtiment qui doit être construit sur le site de sa maison démolie :

« Pas du tout, je veux le donner aux Arabes en cadeau »

« Et où vivrez-vous ? » demande le reporter

« Avec eux ».

L'ambition de Tajer de vivre à côté des Palestiniens qui reviendront est un rappel de la période d'avant et pendant les premiers temps du sionisme, au cours de laquelle les Juifs, les Musulmans et les Chrétiens vivaient ensemble dans ce pays. Le sionisme n'a pas eu un regard positif sur cette cohabitation et a réussi à y mettre fin. La destruction de villages mizrahi est un développement de cette tendance.

Eitan Bronstein Aparicio est le co-director and co-fondateur de [De-Colonizer](#), et le fondateur de Zochrot. Ce post a d'abord été publié en hébreu sur Local Call.

^[1] Yizkor est la prière des morts (ndlt)

^[2] Référence au mouvement de Panthères Noires d'Israël formé par des Mizrahim (ndlr)

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine

Source: [+972](#)